

Énergie

préconise depuis des années, sans succès jusqu'à ce soir, et voilà qu'elle devient une source d'énergie disponible que la région atlantique doit considérer.

Assurément, nous devons songer à ménager l'énergie. C'est une nécessité. Mais jusqu'à présent, le gouvernement lui-même n'a pas voulu s'engager à fond à favoriser les recherches en ce sens. Avons-nous essayé de mettre au point un nouveau carburateur? Un nouveau moteur? Avons-nous essayé de mettre au point quoi que ce soit qui serait commercialement rentable? Pas encore.

On nous a traités de joueurs dans le dernier discours que nous avons entendu. Je signale que la région atlantique et surtout le Nouveau-Brunswick ont exploré passablement quelques-unes des idées qui ont été avancées aujourd'hui. Nous avons tenté la ressource nucléaire mais les bureaucrates nous ont retardé pendant des années. Nous avons essayé de profiter de la nécessité de raffiner le pétrole étranger, mais cette occasion nous a échappé à cause de la politique de l'Office national de l'énergie qui a refusé que le raffinage et le traitement aient lieu dans la région atlantique.

● (2110)

Je crois qu'il est maintenant plus que temps de nous pencher sérieusement sur le problème de la région atlantique. On nous a récemment donné des brochures. Je ne les ai pas lues d'un bout à l'autre, mais je les ai étudiées et j'ai demandé l'avis de plusieurs à leur sujet. On m'a dit que ces brochures ne mentionnaient pas spécifiquement les provinces de l'Atlantique. J'ai entre les mains un communiqué émis lors du dépôt de ces brochures et de leur distribution au public. Ce communiqué ne parle pas des provinces de l'Atlantique comme région problème. Il faut supposer que les provinces de l'Atlantique, dans l'esprit du gouvernement, n'ont pas de problème énergétique. Rien n'est plus loin de la vérité.

Dans une étude, le gouvernement indique que nous devons être autonomes. Cela signifie qu'il faut réduire la vulnérabilité des Canadiens face aux changements arbitraires des prix ou de l'approvisionnement d'énergie importée en utilisant au maximum nos ressources domestiques et nous protéger contre les interruptions des importations de matières énergétiques. Mais, monsieur l'Orateur, nous devons importer de l'énergie dans l'Est. Selon l'étude, une stratégie d'autonomie ne veut pas dire que nous devons nous suffire à nous-mêmes à n'importe quel prix. A moins, devrais-je ajouter, monsieur l'Orateur, qu'il ne s'agisse des Maritimes.

Nous allons ramener les importations de pétrole à un tiers de notre demande totale en 1985. Les économistes prédisent que nous ferons faillite avant 1985 non seulement les provinces de l'Atlantique mais le Canada tout entier. Les 10 ou 15 prochaines années revêtent une importance capitale tant pour l'avenir proche que lointain du Canada dans le domaine énergétique.

J'aimerais parler des provinces de l'Atlantique, et notamment de la consommation ménagère. Je demanderais au député qui vient de se rasseoir de bien écouter. Il pourrait profiter de ce que le député de Nanaïmo-Cowichan-les Îles (M. Douglas) a dit car, même si je ne suis pas d'accord avec sa théorie, je trouve ses objectifs admirables et nettement plus intéressants que ceux des députés se trouvant à votre droite, monsieur l'Orateur. Il a étudié la question et il connaît son sujet. Il a appuyé l'idée d'une politique globale totale pour le bien de tous les Canadiens et c'est tout à son honneur. Il n'a accusé personne; il s'est contenté de signaler les problèmes.

Alors que les provinces de l'Est connaissent une pénurie d'énergie qui aurait pu être prévue, le gouvernement cana-

dien a dit que le pétrole de l'Alberta appartient à cette province, que celui de la Saskatchewan appartient à la Saskatchewan, mais que les gisements de pétrole sous-marins se trouvant au large des provinces de l'Atlantique appartiennent au Canada. On a fait tellement de difficultés pour les permis de forage sous-marin que l'on a découragé les entreprises de forage. Ceux qui ont eu le courage de forer ont dû faire une demande à la province et au gouvernement fédéral, du fait qu'ils ne connaissaient pas les règlements que le gouvernement fédéral imposerait. On a retardé d'au moins dix ans la prospection et la mise en valeur pétrolière au large de nos côtes en adoptant des politiques négatives qui prêtent à controverse. Demandez à certains premiers ministres des provinces de l'Atlantique ce qu'ils en pensent.

M. Breau: C'est insensé.

M. McCain: Le député aurait mieux fait de vérifier auprès de certains de ses amis en politique, là-bas.

M. Breau: Monsieur l'Orateur, l'honorable député me permettrait-il de lui poser une question.

M. McCain: Oui, quand j'aurai terminé. J'aimerais insister sur un autre point, monsieur l'Orateur. Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique devraient maintenant admettre, quelle que soit leur appartenance politique, qu'ils doivent être d'abord fidèles à leur région et ensuite les uns aux autres. Les représentants des assemblées législatives de ces provinces doivent se rendre compte que la force naît de l'unité et la faiblesse de la discorde. Nous avons été trop longtemps vulnérables. Il y a peu de représentants de la région de l'Atlantique, mais il y en a assez pour renverser un gouvernement. Il est grand temps qu'ils se rendent compte, comme les députés de l'Ouest l'ont fait, que les gens à votre droite, monsieur l'Orateur, n'entretennent aucune sympathie pour les Canadiens dans le besoin, les autochtones, les habitants des Maritimes ou du Nord. Ce sont les besoins du Québec et de l'Ontario qui priment dans l'esprit de ceux qui siègent à votre droite, monsieur l'Orateur. Les premiers ministres de l'Atlantique doivent en tenir compte et agir en conséquence. Il y a eu trop de querelles entre eux pour qu'ils puissent facilement s'entendre sur une politique commune.

C'est à l'honorable Hugh John Flemming, un conservateur, que revient le mérite d'avoir pris l'initiative des rencontres des premiers ministres des provinces Maritimes et Atlantiques. Le chef du gouvernement du Nouveau-Brunswick qui a suivi se complaisait en intrigues politiques et a causé de la dissension à tel point que les premiers ministres de la région de l'Atlantique ne pouvaient plus s'entendre. Il a joué un vilain jeu avec l'aide de ses comparses dont le député faisait partie et pour lequel il doit accepter sa responsabilité.

Nous en sommes maintenant arrivés au point où l'honorable Richard Hatfield, un conservateur, supplie les premiers ministres des Maritimes d'adopter une position commune mais la seule chose qui s'oppose à l'unité, c'est la partisanerie politique. Les citoyens des Maritimes se rendent de mieux en mieux compte que les politiques proposées et l'unité de pensée réalisée par le premier ministre Richard Hatfield leur indiquent le chemin à suivre pour réussir en dépit des remarques du genre de celles que nous venons d'entendre et qui, d'ailleurs, sera considérée dans bien des milieux comme exprimant la politique libérale dans la région de l'Atlantique. Ce discours ne manquera pas de nous plaire.

Mais, monsieur l'Orateur, quel argent doit utiliser l'industrie de la pâte et du papier, selon le gouvernement?